

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !
LA LUTTE DE CLASSES
 Organe de l'Union Communiste (Trotskyiste)

N° 78 -5ème année

Le N°: 3 francs

7 Décembre 1946

Hebdomadaire (B.I.)

MISE EN SCENE

Le scénario des premières journées parlementaires peut se passer de commentaires approfondis, puisque nous en avons d'avance fourni l'explication.

"M. Bidault, écrivions-nous le 31 octobre, ne pourra pas gouverner "sans Thorez", car à l'heure actuelle, seul M. Thorez peut "pacifiquement" empêcher les travailleurs de lutter contre l'exploitation de plus en plus éhontée à laquelle ils sont soumis par les capitalistes."M. Thorez ne peut pas gouverner sans un Bidault quelconque ou un Daladier "front populaire" (sic), car c'est seulement ainsi qu'il peut cacher ses trahisons derrière le prétexte qu'il fait bloc contre une réaction encore plus noire. "Contentez-vous, avec nous, de serrer votre ceinture, car sans nous, vous recevrez, par-dessus le marché, la trique de De Gaulle", voilà les perspectives de ces messieurs les chefs du P.C.F. Le P.S. et le P.C.F. ont déjà eu une majorité parlementaire, et ils n'ont rien fait d'autre."

L'élection du "socialiste" Vincent Auriol à la présidence de la Chambre à l'aide de voix M.R.P. et P.R.L., et les manœuvres concernant l'élection du Président du Conseil, ont fait justice des prétentions démagogiques de la "gauche" et de la "droite" en fait de gouvernement.

Le rassemblement PARLEMENTAIRE "à gauche" -espoir trompeur, suscité par Thorez pour capter des voix, en un gouvernement Front populaire, dont les travailleurs se souviennent comme ayant, en 1936, entériné les conquêtes de la grève générale de juin,- a obtenu tout juste 259 voix, c'est-à-dire, à côté des voix stalinienne, même pas toutes les voix des députés "socialistes", alors que M. Thorez assurait les travailleurs qu'il se trouverait dans la Chambre républicaine, à côté des "Socialistes", des démocrates disposés à relâcher tant soit peu la pression matérielle et morale que la bourgeoisie exerce sur les travailleurs.

M. Thorez avait demandé la présidence avec d'autant plus d'insistance qu'il savait ne pas pouvoir l'obtenir, et les Socialistes ont voté pour lui pour la même raison ; et ainsi ces messieurs de gauche, ces "chefs ouvriers", laquais de la bourgeoisie, vont pouvoir trouver une justification à leur collaboration avec la bourgeoisie, aux mesures anti-ouvrières, dans : "c'est le ministre des Finances, ou le ministre un tel de droite qui a pris ces mesures... nous ne pouvons pas tout faire... nous ne sommes pas seuls au gouvernement, etc..."

La candidature de M. Bidault, alors que le "Rassemblement des Gauches" avait annoncé son intention de s'abstenir et les Socialistes celle de s'opposer à un gouvernement Bidault sans Thorez;, cette candidature condamnée d'avance, mais posée quand même, montre du côté de la droite les mêmes préoccupations. Le M.R.P. voulait démontrer à sa clientèle électorale qu'il voulait gouverner "sans Thorez", mais qu'il n'a pas reçu l'appui suffisant des partis "anti-marxistes".

Le "secret" de ce manque de majorité de droite ne doit pas être cherché, comme le laisse croire *L'Humanité*, dans le démocratisation des Radicaux.

Pas plus que les amis de M. Daladier, personne ne voulait réellement exclure du gouvernement le Parti qui, au profit de la bourgeoisie, est mieux qualifié que tout autre, selon Duclos, "pour entraîner les masses à produire" (*Huma*, 5-12).

N'ayant ainsi avancé leurs candidatures que pour montrer qu'il n'y avait de majorité parlementaire ni pour Thorez ni pour Bidault, ils voulaient seulement démontrer la nécessité de l'union des Thorez et des Bidault, avec les autres partis intermédiaires, union qui seule pouvait fournir la majorité. Leurs candidatures de pure forme n'avaient d'autre but que de justifier la formation d'un gouvernement dit d'union nationale, qui devient ainsi pour les travailleurs une cruelle réalité. Car sa tâche n'est autre que d'écraser davantage les masses laborieuses, les contraindre à se résigner à la perspective encore lointaine, mais réelle, de la poignée de riz du travailleur japonais.

Voilà le seul résultat qu'ont obtenu les travailleurs, qui croyaient voter "bien" en votant pour M. Thorez. Car à la suite des promesses et des illusions suscitées par la bourgeoisie et les partis social-traîtres pendant la guerre, au sujet de la "libération commune du peuple français" (sous la direction des 200 familles), des millions d'ouvriers ont donné leurs voix au P.C.F. et au P.S. dans l'espoir d'aboutir à autre chose qu'à des gouvernements et des combinaisons parlementaires pires que sous la III^e République. Ces espoirs sont une fois de plus réduits à néant. Mais il fallait que toutes ces illusions soient déçues, pour que la classe ouvrière puisse s'engager définitivement dans la lutte pour sa véritable libération, la libération sociale, la lutte de classe menée jusqu'au bout, vers un GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN.

DU BEURRE OU DES CANONS ?

Pour nous faire comprendre pourquoi le peuple doit supporter tant de misères, la radio et les journaux développent en ce moment une propagande orchestrée sur un même sujet : les Français doivent comprendre qu'il leur faut renoncer à leur standard de vie ancien. Tout le malaise vient du fait que les Français ont été habitués à un niveau de vie élevé, auquel ils ne paraissent pas disposés à vouloir renoncer. Il faut comprendre cependant qu'une telle mentalité est un crime, en face des nécessités. Pour nos nouvelles nécessités, il faut se forger une mentalité nouvelle. Le peuple doit se montrer capable d'héroïsme et de sacrifices. A ce prix, ça pourra aller mieux dans l'avenir.

"L'effort ardent des ouvriers" ! clame Thorez. "Il n'y a pas de sacrifices auxquels le peuple ne consente", assure le "socialiste" Vincent Auriol. "En avant pour les mesures courageuses", nous disent Schuman, *L'Aube*, *Le Monde*, etc... Un bourreur de crânes de la radio complète le tout par une belle image : "Fini le dolce farniente", la fainéantise, les 40 heures et autres avantages auxquels les ouvriers croyaient pouvoir revenir.

Rien de plus noble et de plus exaltant, n'est-ce pas, que de prêcher les privations à ceux qui y sont condamnés depuis de nombreuses années, au nom de ceux qui ne se sont jamais privés de rien. C'est pour cela que Goering, le plus engraisé des parasites du gouvernement Hitler, avait été chargé de prêcher que les canons valaient mieux que le beurre...

Il ne suffit pas d'acculer les travailleurs à la misère par les bas salaires et la disette organisée sur le marché. Il faut encore un but moral à leurs privations, la conviction qu'elles servent à préparer un avenir meilleur.

Mais si d'en haut venait l'exemple du désintéressement et de l'ordre, les ouvriers pourraient peut-être joindre l'enthousiasme à leurs privations. Si en haut il n'y avait pas la gabegie, le gaspillage, le crime, si en haut lieu tout n'était pas pourri, l'effort écrasant des ouvriers servirait peut-être à quelque chose. Si les promesses dont nous avons été abreuvés avaient été tenues, si le régime auquel sont soumis les travailleurs avait été tant soit peu amélioré, si tout ce que ces messieurs ont raconté, sur les "Alliés", sur la démocratie, sur la justice, ne s'était avéré comme autant de mensonges, les ouvriers pourraient peut-être encore prendre au sérieux la propagande orchestrée d'aujourd'hui.

Si, comme ils disent par ailleurs, la production accrue devait servir à augmenter les richesses nationales et nous permettre de revenir progressivement à un niveau de vie meilleur, ils n'auraient pas besoin de prêcher la résignation. C'est avec enthousiasme que les travailleurs, en voyant le résultat de leurs efforts, supporteraient leurs privations pour assurer l'avenir.

Mais en même temps que la production augmente, les salaires réels continuent à baisser.

On ne peut plus aujourd'hui arguer du manque de produits. Le beurre, la viande, les produits les plus indispensables existent en abondance. Mais qu'ils soient exportés, qu'ils soient stockés, ce ne sont pas les travailleurs qui les consomment.

Qui mieux que le travailleur dans son usine, est à même de se rendre compte de ce que signifie la production en régime capitaliste, et pour qui elle se fait ?

Plus que jamais aujourd'hui, au détriment même de la production, le patronat puise ses bénéfices dans la surexploitation des ouvriers. Jamais les cadences n'ont été aussi poussées, les accidents aussi nombreux, les salaires aussi bas, le système de division et des "primes" aussi répandu. Et avec quels résultats ? Quelles sont les richesses supplémentaires qui ont été mises à la disposition du peuple travailleur ?

Jamais la misère n'a été aussi grande, les conditions de travail plus effroyables. Car les efforts de la bourgeoisie, pour se renflouer, pour regagner ses possibilités de concurrence sur le marché international, pour entretenir l'armée des expéditions coloniales, ont justement pour contre-partie l'appauvrissement de plus en plus poussé des masses laborieuses.

Voilà la signification des appels à la résignation, de l'exaltation aux "sacrifices" par la propagande orchestrée.

Mais les ouvriers se rendent bien compte qu'ils ont été complètement et définitivement rejetés dans la pauvreté, et la propagande actuelle de la bourgeoisie ne tend qu'à entretenir en eux l'espoir que leurs misères sont les conséquences de la guerre et que ça va changer à la longue. Cependant, plus de deux ans après la fin de la guerre, les ouvriers sont obligés de constater que "la guerre est finie et on ne s'en sort pas".

En réalité, la paupérisation n'est pas un héritage laissé par la guerre. Elle a commencé bien avant, avec l'offensive de la bourgeoisie après 1936 pour reprendre aux travailleurs ce qu'elle avait été obligée de leur céder (dévaluation Auriol, impôts de solidarité Reynaud, etc...). Cette paupérisation, qui continue maintenant, la guerre n'a fait que la précipiter ; et alors que celle-ci a rogné encore la part des masses travailleuses dans le revenu national, les richesses et les profits des capitalistes se sont accrus.

Pour les dirigeants pourris de la C.G.T., il s'agit somme toute (il fallait y penser) de faire baisser les prix, en luttant contre la spéculation, car (dit Thorez), "c'est la hausse des prix qui répand la méfiance sur la solidité de notre monnaie".

Par ce verbiage stérile, ils se dispensent de lutter contre l'inflation, qui est la cause de la ruine de la monnaie, et qui est justement une des opérations monétaires utilisées par la bourgeoisie pour tailler dans les salaires des ouvriers. La spéculation n'est qu'un des aspects de cette situation.

Appeler les travailleurs à l'effort et à la production sous la direction et pour le compte des capitalistes, c'est les appeler à remplir un tonneau percé.

Si le franc pouvait être sauvé, si les capitalistes et leur gouvernement pouvaient s'en tirer sans condamner les masses à une misère de plus en plus grande, si vraiment ils voulaient reconstruire le pays, s'ils voulaient mettre à la disposition du peuple lui-même les biens et les richesses qu'il produit, les conditions de travail ne devraient pas aller en empirant, les salaires en diminuant, les familles travailleuses ne devraient pas être acculées à se priver de la nourriture la plus indispensable, à renoncer aux vêtements qui pourtant existent, on ne verrait pas des travailleurs passer leur dimanche au marché aux puces à chercher un bleu de travail, une paire de chaussures, un manteau...

C'est pour cela que les travailleurs, rejetant la propagande orchestrée des bourreurs de crânes et des valets payés, qui les exhortent aux sacrifices et aux efforts, pour se sauver, eux-mêmes et les leurs, d'une misère définitive, doivent faire le seul effort efficace : celui de la lutte pour la défense de leur niveau de vie. L'ouvrier doit recevoir le salaire qu'il lui faut pour payer le loyer, pour acheter les vêtements, les aliments, et tout ce qui, sur la base d'une estimation des organisations syndicales, peut être considéré comme un minimum nécessaire pour vivre.

METHODES IMPERIALISTES

Dans les immenses mines et plantations de Nouvelle-Calédonie, les colons français ont dû faire appel à la main-d'œuvre indochinoise, main-d'œuvre particulièrement abondante par suite de la surpopulation (au Tonkin surtout) et du faible développement industriel de l'Indochine. Ces travailleurs, émigrés avec leurs familles, quoique "libres", sont encadrés militairement et soumis à une exploitation inouïe.

Le 12-5-46, leur contrat ayant expiré depuis 3 ans, ils ont manifesté leur volonté d'être rapatriés par une grève générale à laquelle l'administration française a répondu par une fusillade (six hommes et un enfant ont été tués) et le gouverneur général R. Kuter, par les décrets suivants :

- 1° Couvre-feu, pour les Indochinois seulement, à partir de 21 heures ;
- 2° Défense de circuler entre les îles environnantes ;
- 3° Défense de louer des maisons et des terres ;

4° Défense de faire du commerce ;

5° Tout Français a le droit de perquisition dans les demeures indochinoises ;

6° Celui qui refusera de travailler à bas salaire (la moitié du salaire local de l'ouvrier français) n'aura pas sa ration de riz, même s'il est malade.

A noter que seule l'administration française organise l'importation, la distribution et la vente du riz.

La grève continue dans des conditions déplorables. Le 9-8-46 les travailleurs obtiennent la promesse d'annulation des décrets.

Le 4-9-46, les travailleurs manifestent à l'occasion de la visite de 2 inspecteurs coloniaux à Porte-Vila (centre de l'île). Ceux-ci, après avoir essayé de se dégager de toute responsabilité sur le compte du gouverneur, sont obligés de faire 3 concessions sous la pression exercée nuit et jour par les manifestants : liberté de travail, liberté de commerce, liberté de circulation.

Mais la question vitale de l'attribution de riz restant inchangée, les travailleurs continuent à manifester jour et nuit, transportant leurs tentes devant la maison du gouverneur, en cas de mauvais temps.

Et le 7-9-46, devant tant d'obstination, le gouverneur est contraint d'annuler tous les décrets du 12-5-46, même celui concernant l'attribution du riz : désormais les malades en toucheront 200 grammes et les enfants 100 grammes, par personne et par jour.

Mais l'Administration, ne se tenant pas pour battue, change son fusil d'épaule et riposte par l'assassinat des éléments révolutionnaires avancés.

Le 12-9-46, le camarade Dông échappe à un bandit loué et armé par l'Administration en même temps que des mercenaires font sauter, sans succès d'ailleurs, la maison d'une militante ouvrière française.

THO

LA LUTTE DE CLASSES AUX COLONIES, ET CONFLIT HINDO-MUSULMAN

(EXTRAIT DU "SOCIALIST APPEAL" ORGANE DU R.C.P. ANGLAIS (1Vème INTERNATIONALE), MI - OCTOBRE 1946)

Le 16 août vit le début de l'une des pires émeutes religieuses de l'histoire de l'Inde. Quoique presque entièrement confinés à Calcutta et à Bombay, des milliers d'hommes furent tués et des dizaines de milliers blessés dans les conflits hindou-musulmans directement inspirés par la Ligue Musulmane de Jinnah, en signe de protestation contre la formation d'un gouvernement issu du Congrès.

Les rues de Calcutta sont jonchées de cadavres et les hôpitaux sont bondés de blessés.

L'entière responsabilité de ce massacre retombe sur Jinnah et la Ligue musulmane qui ont, par leurs appels à "l'action directe", dressé les musulmans contre les hindous. Ils ont fait le jeu de l'impérialisme britannique.

La domination anglaise, principale cause

En fait, la domination britannique est la cause principale des antagonismes religieux qui règnent aux Indes à l'heure actuelle. Avant l'établissement du vice-roi, les luttes hindou-musulmanes de cette sorte étaient pratiquement inconnues. Les guerres d'Etat à Etat ont pu avoir des meneurs hindous ou musulmans, mais les soldats sortis des deux communautés combattaient aussi bien d'un côté que de l'autre. Les dirigeants musulmans employaient souvent des Hindous à des hautes responsabilités, de même que les dirigeants hindous employaient des Musulmans. Il est aussi vrai que dans les Etats où la domination anglaise ne se manifeste qu'indirectement, les luttes religieuses étaient comparativement rares jusqu'à ces derniers temps.

"*Diviser pour régner ! doit être la devise de notre administration des Indes*", écrivait l'*Asiatic Journal* en 1821, et en 1858 cette politique fut reprise officiellement par le Gouverneur général, lord Elphinstone. Tour à tour, on favorisa les Hindous et les Musulmans, on se servait des uns contre les autres, on enfonça entre eux un coin d'acier pour empêcher cette union des opprimés qui aurait rendu impossible la domination anglaise sur les Indes. Comme le nationalisme commençait à faire son chemin parmi les Hindous, l'Angleterre s'en remit de plus en plus aux leaders musulmans et tenta de s'en servir pour arrêter le développement du

Congrès National Indien. Au début, ces efforts n'eurent que peu de succès. Mais au début de ce siècle furent prises deux mesures, qui aiguisèrent beaucoup les relations des deux communautés.

La première de ces mesures fut la division de la province du Bengale en deux parties, une musulmane et une hindoue. C'était un acte délibéré dans le but - d'après les propres mots du *Statesman*, principal organe de l'impérialisme anglais à Calcutta - "*d'aider la formation dans l'Est du Bengale d'un pouvoir musulman qui aurait pour effet de faire échec à la force rapidement croissante de la communauté hindoue éduquée*".

La seconde mesure prise fut la création d'un système électoral basé sur la communauté religieuse. Comme conséquence directe, l'attention du peuple fut détournée des intérêts économiques et politiques communs et concentrée sur des futilités comme la représentation accordée à chaque communauté. Une représentation privilégiée fut donnée aux Musulmans dans le but d'enfoncer encore plus profondément le coin entre les deux communautés.

La base économique et sociale

Dans le Bengale et le Punjab -provinces de population en majorité musulmane et comprises dans la proposition du "Pakistan" de Jinnah- les propriétaires, les usuriers et les marchands les plus riches sont hindous, tandis que la majorité des Musulmans sont de pauvres paysans, et leurs débiteurs. Là les combats des paysans musulmans contre leurs exploiters hindous sont aussi présentés dans la presse impérialiste comme des "troubles religieux".

D'autre part, durant les luttes ouvrières dans les grandes usines de Bombay et de Calcutta, les patrons hindous n'ont pas hésité à faire appel à des jeunes Musulmans pour briser la grève de leurs ouvriers hindous. L'action des grévistes à travers les piquets de grève est aussi rapportée comme "troubles religieux".

Il existe aussi une grande rivalité entre les intellectuels hindous et musulmans des classes moyennes dans la recherche des emplois (fonctionnaires, etc...)

En résumé, le terrain est favorable aux agents provocateurs qui ont avec succès attisé des antagonismes latents. Il est indiscutable que la bourgeoisie hindoue, représentée principalement par le Congrès, a beaucoup appris de l'impérialisme anglais et n'est pas plus gênée que celui-ci pour provoquer des troubles religieux si cela sert ses fins. Ainsi, durant les émeutes du mois d'août, un conflit fut instigué aux filatures de coton de Birla, propriété du plus gros capitaliste hindou, un des principaux soutiens du Congrès. Les travailleurs de Birla ont un passé de luttes héroïques et l'on espérait, en dressant les travailleurs hindous contre les travailleurs musulmans, détruire l'unité de classe des travailleurs. Cet essai échoua et les provocateurs ont satisfait leur soif de sang en molestant un certain nombre de Musulmans isolés, ce qui finit par une tuerie.

Les travailleurs musulmans viennent en aide aux Hindous

En effet, un des caractères des émeutes de Bombay et de Calcutta - sur lequel la presse capitaliste a gardé le silence - fut la discipline des travailleurs qui refusèrent malgré les provocations de participer à la tuerie. A Oriya, 600 et plus, travailleurs hindous furent massacrés. Des travailleurs musulmans se portèrent à leur secours, mais furent eux-mêmes écrasés.

Les actes de violence sont presque entièrement l'œuvre de provocateurs à gages, la population n'y prenant qu'une faible part. En fait, pour obtenir quelque appui parmi les travailleurs musulmans, Jinnah a dû faire usage de slogans anti-impérialistes, et il tente même de dépeindre sa campagne pour le "Pakistan" comme une arme contre l'"Hindou entièrement vendu". Comme le prouvent les élections dans les territoires purement musulmans comme la province du nord-ouest - où le Congrès a obtenu une bonne majorité des votes - les prétentions de Jinnah à représenter les masses musulmanes sont des mensonges manifestes. Dans la lutte pour l'indépendance nationale et pour de meilleures conditions de vie, les travailleurs musulmans et hindous combattent coude à coude le principal ennemi : l'impérialisme anglais.

C'est cette unité croissante de la classe travailleuse des deux communautés - dans les Syndicats et les Ligues paysannes &"8211; qui est redoutée non seulement des impérialistes anglais, mais aussi des capitalistes et des propriétaires fonciers hindous et musulmans. Dans cette unité, ils voient non seulement la fin de la domination anglaise, mais la fin de tous les exploiters. Pour sauver leurs profits et leur peau, ils doivent perpétuer les rivalités religieuses. "Diviser pour régner" demeure toujours leur maxime.

Les patrons craignent l'union des ouvriers

Cette crainte de la toute-puissance des centaines de millions de travailleurs est la raison de l'entente de Gandhi et Nehru, les représentants de la bourgeoisie nationale, avec l'impérialisme anglais : partager le pouvoir et partager les profits. La bourgeoisie des Indes n'a pas moins besoin que le Capital financier anglais des troupes britanniques pour "préserver l'ordre" aux Indes.

Mais c'est justement cette exploitation commune qui soude les ouvriers et les paysans hindous et musulmans en une union de plus en plus étroite. Dans les syndicats ouvriers et les syndicats paysans il n'y a qu'ouvriers et paysans, sans aucune distinction entre Hindous et Musulmans. Ici il n'y a pas d'électorat différent selon les religions. Ils sont liés par leurs besoins économiques et sociaux communs et leur combat commun pour de meilleures conditions de vie. Pour se libérer de l'exploitation des capitalistes et des propriétaires fonciers, ils forment un front unique qui conduira l'Inde vers une véritable émancipation nationale et lui fera prendre sa place comme nation socialiste dans un monde socialiste.

OU SONT LES 40 HEURES ?

Le projet de conventions collectives prévoit le maintien de la semaine de 40 heures. Mais en fait les 40 heures n'existent plus depuis longtemps (depuis 38) et la C.G.T., qui prétend en défendre le "principe" en réclamant une rémunération supplémentaire (sic) pour les heures au-dessus de la 40ème, invite en même temps les ouvriers à saboter eux-mêmes cette conquête sociale et les pousse à faire toujours davantage d'heures. Certes, les exhortations patriotiques des bonzes syndicaux, pas plus que les discours paternalistes des patrons et de l'Etat bourgeois n'auraient de chance d'être entendus si nous pouvions vivre avec 40 heures de travail. Mais ces messieurs se sont tous entendus pour nous obliger à faire des heures supplémentaires en attribuant à celles-ci la plus grosse part de nos salaires.

Dernièrement, dans une Assemblée générale de chez Renault, un bonze syndical n'hésitait pas à affirmer que les 40 heures étaient "bien accrochées et qu'il n'y avait aucun danger pour que la bourgeoisie y touchât".

En pratique, la semaine de travail est au minimum de 45 heures et nombreux sont les ouvriers qui les dépassent. Certains vont même jusqu'à 65 heures et 70 heures par semaine. Mais comme preuve irréfutable (!) que les 40 heures sont maintenues, le bonze expliquait que les heures supplémentaires étaient majorées. Or chaque ouvrier sait qu'il ne réalise pas de boni et que s'il ne fait pas d'heures supplémentaires, il lui est absolument impossible de vivre. Déjà avec 45 heures par semaine, en faisant un boni de 20%, un O.S. ne gagne guère plus de 7.000 francs par mois. Sans les heures supplémentaires et le boni, c'est à environ 5.000 francs par mois que serait ramené notre salaire. Dire que les 40 heures sont "bien accrochées" quand un salaire de 40 heures ne nous permet pas de vivre (qui peut vivre avec 5.000 francs par mois), c'est se moquer du monde. Le Gouvernement, les organisations patronales, les dirigeants ouvriers, tous ont approuvé le plan Monnet qui prévoit la semaine de 48 heures. Evidemment il ne s'agit pas de porter atteinte au principe des 40 heures, mais de faire faire des heures supplémentaires qui seront rémunérées comme telles, mais auxquelles nous ne pourrions pas nous soustraire sous peine de mourir de faim.

Le motif, pour augmenter la journée de travail, c'est la production, "gage du relèvement national". Mais pour relever le pays, n'y a-t-il pas d'autres moyens que d'écraser toujours davantage ceux qui produisent ? Si les salaires étaient plus élevés, si les journées de travail étaient plus courtes et moins pénibles (cadence à respecter), il est certain que M. Monnet trouverait des bras disponibles (il en réclame un million). Car nous voulons bien travailler, à condition que le travail nourrisse son homme. Or, c'est justement le travail productif qui ne paie pas. A l'usine, c'est l'O.S. le moins bien payé, et pour calculer la paie des productifs il faut presque autant d'improductifs. La politique du travail au rendement, au lieu de répartir le travail d'une façon équitable, tend à augmenter toujours davantage la masse des improductifs qui cherchent ailleurs que dans la production un moyen de vivre. Chaque ouvrier n'a qu'un désir : fuir au plus vite l'usine, trouver une combine, une place relativement tranquille ; mais quitter au plus vite les bagnes capitalistes.

Ceux qui prétendent défendre la production en encourageant (sic) les productifs à travailler davantage sont en réalité les saboteurs de la production :

1° parce qu'ils éloignent de la production un grand nombre d'individus qui se refusent à faire un travail exténuant pour un salaire de famine ;

2° parce qu'ils usent jusqu'à la moelle l'élément essentiel de la production, les ouvriers productifs ;

3° parce qu'ils écartent de la production un grand nombre d'ouvriers qui s'absentent partiellement de l'usine pour rechercher ailleurs un complément indispensable à la paye ; tandis que d'autres, pour réaliser leur boni, sont obligés d'user de toutes sortes de ruses telles que le camouflage et le maquillage des pièces.

En revendiquant un salaire décent pour une semaine de 40 heures de travail, les ouvriers les plus conscients sont les véritables défenseurs de la production, car ils défendent l'élément essentiel de la production : la main-d'œuvre.

Vauquelin

...ECHOS...

LES CHEFS CEGETISTES au service du bien général

La section syndicale des "*Tréfileries et Laminoirs du Havre*" publie, dans son bulletin, la lettre suivante : "Lettre ouverte à la Direction".

"Alors que l'état de notre pays réclame que chacun de nous fasse le maximum d'efforts pour participer à son relèvement, nous sommes persuadés que vous ne voudrez pas refuser audience à n'importe qui d'entre vos employés qui voudraient, en vous signalant quelques abus, vous apporter leurs suggestions qui ne pourraient qu'améliorer le rendement et la qualité de la fabrication.

Il se trouve, qu'en syndicalistes conséquents, nous ayons le souci de la bonne marche de l'entreprise qui nous emploie ; et vous ne nous recevriez pas, uniquement parce que représentant la section syndicale ?

Qui, mieux que nous, qui sommes en contact et avons la confiance des ouvriers, pourrait vous dire quels abus dans tel et tel service sont autant d'entraves à la production ?

Qui, sinon nous, pourra vous dire les recommandations faites à telle ouvrière d'avoir à freiner son travail afin qu'elle n'ait pas à faire une prime trop rémunératrice ?

Qui, sinon nous, pourra vous dire pourquoi un ouvrier est forcé de faire traîner son travail en longueur parce que le temps qui lui est alloué est de beaucoup supérieur au temps qui lui est nécessaire ?

Ces quelques faits qui sont devenus des généralités sont un scandale permanent auquel nous voudrions remédier.

Non ! Monsieur le Directeur, nous ne voulons pas croire que vous en ayez eu connaissance, et nous voulons penser qu'il ait suffi de vous en faire part pour que vous manifestiez au plus tôt le désir de nous recevoir.

Recevez, Monsieur le Directeur, l'hommage de notre considération.

La Section Syndicale

Ainsi, la Section Syndicale s'offre ouvertement au rôle de mouchard.

Alors que, sur la première page de son bulletin, elle écrit : "Nous ne doutons pas, camarades, de vos insatisfactions sur les problèmes multiples qui vous touchent (salaires, primes, réformes sociales, etc.) pour pouvoir conclure : "Nous comptons sur vous pour la prise des cartes 1947", en deuxième page, la Section Syndicale tire logiquement les conclusions des directives nationales des chefs cégétistes pour le "relèvement de la production" et s'offre au rôle de dénonciateurs pour signaler à la direction patronale de quelle manière elle peut encore appesantir son exploitation, dans une usine où les salaires et les conditions de travail sont déjà au plus bas.

LA R.N.U.R. PARADIS DES OUVRIERS

Il ne se passe pas une semaine sans qu'un ou plusieurs ouvriers ne soient mutilés par une machine rafistolée.

Dernièrement, aux roulements à billes, deux femmes ont été brûlées, l'une à la face, l'autre au bras, parce qu'un câble qui soutenait les roulements au-dessus d'un bac d'huile en ébullition s'est rompu.

Pourtant, tout le monde avait remarqué depuis longtemps déjà que ce câble s'effiloçait. Tout le monde, sauf le service de sécurité, évidemment.

Mais peut-être était-il plus économique d'attendre que le câble soit rompu pour le remplacer. Un ou deux ouvriers, cela ne coûte rien, mais une machine en panne, c'est du retard pour la production.

Ici, il s'agit d'un accident brusque. Mais à la chaîne des essieux, il se produit journellement autre chose : la direction a promis depuis des années déjà de changer les cabines de peinture au pistolet qui ne comportent aucun dispositif de sécurité. Les ouvriers peintres se succèdent dans ces cabines mais ne font jamais plus de trois mois, soit qu'ils y laissent la peau de leur visage, soit leurs poumons. Là aussi il est moins coûteux de remplacer les hommes que le matériel.

Les moyens de protection sont laissés à l'imagination des ouvriers qui bien souvent s'isolent le visage à l'aide d'une pommade quelconque. Or, rien ne prouve que la pommade, alliée à la peinture faite de goudron ou autres produits corrosifs, ne soit pas au contraire un facteur d'aggravation de leurs brûlures.

Du reste, la maison ne risque pas d'ennuis car la plupart des ouvriers ne peuvent se permettre, étant donné leurs bas salaires, de se mettre aux assurances. Ils travaillent donc tant qu'ils le peuvent et ensuite prennent leur compte pour aller chercher ailleurs "quelque chose de mieux".

Les meules qui éclatent, les courroies qui, en sautant, assomment d'un seul coup une dizaine d'ouvriers, les fours qui réforment un homme en quelques années, les machines qui arrachent les chevelures des femmes..., telles sont les "joies saines du travail" dans les bagnes capitalistes.

Chez Thomson

A l'annonce de la suppression des 10% d'abattement sur le salaire féminin dans notre usine, nous avons cru que nos salaires augmenteraient d'autant. Or, à la paie nos salaires étaient toujours aussi bas : 34-36 francs de l'heure. Nous ne comprenions pas et nous avons appelé un chef. La suppression de l'abattement ne peut pas augmenter nos salaires car les temps sont si courts que personne n'y arrive et tout le monde est coulé. Si on nous payait selon les prix fixés on devrait toucher environ 26 francs de l'heure.

Ainsi, en maintenant des temps très courts, la direction fait du paternalisme en nous payant plus que ce qu'elle prétend que nous gagnons (ce qu'elle ne fait d'ailleurs que parce que la loi l'oblige à payer le salaire minimum). Et lorsque arrive une augmentation, sous quelque forme que ce soit, tel que l'abattement de 10%, elle a beau jeu de nous dire : "mais je ne peux rien vous donner, au contraire, faisons les comptes, c'est encore vous qui me devez de l'argent, puisque je vous paye davantage que vous ne gagnez."

Encore une "victoire" de la C.G.T., mais pour en sentir les effets, il faudra produire encore un peu plus"